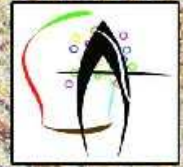




CODESRIA



CODESRIA

13

عمرة

Assemblée générale

General Assembly

Assembleia Geral

الجمع العام الثالث عشر

**L'Afrique et les défis du XXIème siècle**  
**Africa and the Challenges of the Twenty First Century**  
**A África e os desafios do Século XXI**

إفريقيا وتحديات القرن الواحد والعشرين

**Panel: Questioning an Emerging Multi-Polar World?  
The Role of African Networks and Connections  
in Shaping the New Global Order**

**VERSION PROVISOIRE  
NE PAS CITER**

« Et si le développement venait de l'Orient ? »  
La position de l'Afrique dans un monde globalisant

*Paul Vandepitte*

**5 - 9 / 12 / 2011**

Rabat Maroc / Morocco

Dresser un bilan global d'un continent vaste (30 200 000 km<sup>2</sup>) avec 53 états est un véritable défi. Certains auteurs, tels Yves Lacoste ou Stephen Smith, mettent l'accent sur le côté négatif (l'Afrique est « le désastre du tiers-monde »), d'autres soulignent les potentialités du continent, ce qui emmène Sylvie Brunel à caractériser l'Afrique comme un continent en « réserve de développement ». Quels sont les faiblesses et les possibles atouts du continent africain ?

## 1 La situation démographique

Sur une population mondiale qui a dépassé les 6,5 milliards plus de 900 millions d'habitants de notre planète vivent en Afrique.

Les caractéristiques :

- Population jeune : les jeunes dominant largement : en Afrique du Nord 37% de la population se situe dans le groupe de 0-14 ans, en Afrique subsaharienne le pourcentage monte à 44%.
- Fécondité élevée : 1970-1975 : 6,8 ; 2000-2005 : 5,5. Les femmes utilisent peu une méthode moderne de contraception : moins de 10% en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, 20% en Afrique de l'Est.
- Espérance de vie à la naissance : 49,1 ans (2000-2005), contre 52 ans en 1992.
- Taux de mortalité infantile : 102/1 000 naissances (2005).
- Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans : 172/1 000 naissances (2005).
- Probabilité à la naissance d'atteindre 65 ans : femmes : 43,3, hommes : 37,8 (2000-2005).
- Taux de croissance : 1975-2005 : 2,8 ; 2005-2015 : 2,3.
- Situation de la pandémie du sida : en 2001, on estimait sur la base des consultations dans les centres de santé que 9% de population africaine était infectée par le sida. En 2006 on retenait un chiffre de 'seulement' 6%. Mais en Afrique australe et en Afrique de l'Est dix pays ont une prévalence supérieure à 10%. En Botswana l'espérance de vie a chuté de 56 ans (1970-1975) à 46,6 ans (estimations pour la période 2000-2005) à cause de la pandémie de VIH/sida.

Compte tenu de ces données on prévoit vers 2050 une population africaine entre 1,9 milliard et 2 milliards, cela sur la base d'une croissance annuelle de 1,5% ou un peu plus. Question fondamentale est de savoir si l'Afrique peut bien gérer ce *boom* démographique - il faut toutefois souligner qu'en Afrique septentrionale et en Afrique du Sud la fécondité est déjà

inférieure à trois enfants par femme - tout en tenant compte que cette population doit être nourrie et trouver une place sur le marché du travail.

Graphique 1: Croissance démographique comparée : Afrique - Europe

Pierre Gentelle (dir.), *Géopolitique du monde contemporain*, p. 259

## 2 La sécurité alimentaire

Sur le plan de la sécurité alimentaire la situation en Afrique est précaire. En 2006 on y a répertorié 26 crises alimentaires (sur un total de 39 dans le monde). 206 millions d'habitants en Afrique subsaharienne sont sous-alimentés. Seulement 5 pays y sont capables de nourrir leur population. Les émeutes en 2007 et 2008 à cause de la montée des prix alimentaires ont souligné la gravité de la situation.

Au lendemain des indépendances, dépendant des années, l'Afrique était plus ou moins autosuffisante. Aujourd'hui les importations de produits alimentaires se chiffrent à 20 milliards de dollars, sans compter l'aide alimentaire sous forme de dons aux pays en grandes difficultés. Pour remédier à cette situation plusieurs initiatives se développent qui misent sur une révolution verte pour l'Afrique. Dans cette optique l'Union africaine a lancé un *Comprehensive Africa Agriculture Development Programme* qui veut augmenter la production alimentaire avec 6% par an. Koffi Annan, président de l'*Alliance for a Green Revolution in Africa* (AGRA) depuis 2007, souligne la gravité de la situation. Dans AGRA Ruddy Rabbinge, professeur de la discipline Développement durable et Sécurité alimentaire à Wageningen (Pays-Bas), a préparé un rapport en collaboration avec entre autres M.S. Swaminathan, l'architecte de la révolution verte en Asie, intitulé *Realizing the Promise and Potential of African Agriculture*. Essentiel est d'augmenter la production en tenant compte de toute l'ambiance sociétale africaine. Rabbinge parle d'une révolution arc-en-ciel où il faut insérer les autorités politiques, les organisations des fermiers, les ONGs et les instituts de recherche. Un des problèmes en Afrique subsaharienne est que la consommation du blé, du maïs et du riz comprend seulement 20% de la consommation totale. Sur les terres arides la cassave, la patate douce et l'igname poussent assez bien, mais la recherche agraire n'est pas concentrée sur ces produits agraires. Grâce aux recherches scientifiques l'index de moisson (la quantité du blé mangeable en comparaison avec la paille) pour les blés a augmenté de 0,3 à 0,55. Contrairement à la politique antérieure de la Banque mondiale, le récent *World Development Report* met l'accent sur le fait que l'agriculture a toujours été le moteur pour combattre la pauvreté et pour promouvoir le développement. Dans une déclaration à Nairobi en mai 2008

Jeffrey Sachs, conseiller spécial de Baikimoon, a affirmé que 10 milliards de dollars sont suffisants pour doubler la production agricole en Afrique. En tout cas la solution est complexe et l'Afrique reste le continent le plus vulnérable à l'envolée des prix mondiaux des produits alimentaires<sup>1</sup>.

Carte 1 : L'Afrique est la plus vulnérable à l'envolée des prix mondiaux des produits alimentaires

Le Monde, 22.4.2008

### 3 Bonne gouvernance et "malédiction des ressources"

Depuis l'introduction du concept développement durable<sup>2</sup> l'analyse des ressources naturelles d'un pays ou d'un continent tient compte non seulement des ressources non renouvelables, mais également des ressources renouvelables. Ces dernières consistent particulièrement des éléments eau, forêts et terre. L'eau est une composante essentielle, mais elle s'y fait de plus en plus rare. On prévoit pour 2025 un manque accru qui mettrait 50% des Africains dans une situation de pénurie. La répartition de l'utilisation de l'eau est la suivante : 86% est destiné pour l'agriculture<sup>3</sup>, 10% pour la consommation domestique et 4% pour l'industrie. Positive est la constatation que – dépendant des zones – il reste de grandes ressources en eau qui ne sont pas exploitées faute de moyens. Deuxième ressource est la couverture forestière qui représente 650 millions d'hectares (2000), environ 22% de la totale surface du continent et 17% de la couverture forestière mondiale. Malgré ces grandes réserves la situation est préoccupante à cause d'un manque d'une gestion durable de ces ressources. Troisième ressource est évidemment la terre. L'agriculture contribue globalement pour environ 40% au PIB et emploie plus de 60% de la main-d'œuvre. « Les tenants de la réforme agricole considèrent généralement que l'équité, la réduction de la pauvreté, le développement économique, la stabilité politique et les réformes agricoles contribuent de manière importante aux libertés humaines et civiles, ainsi qu'à la pérennité des régimes démocratiques »<sup>4</sup>. Comme tous les continents l'Afrique est confrontée au changement

---

<sup>1</sup> « Les zones touchées par la sécheresse en Afrique subsaharienne pourraient augmenter de 60 à 90 millions d'hectares (...) d'ici à 2060. (...) Le nombre de personnes souffrant de malnutrition pourrait augmenter de 600 millions d'ici à 2080 » prévoyait l'ONU en 2007 (*Le Monde*, 8 février 2008).

<sup>2</sup> Annexe 2 : Les trois dimensions du développement durable

<sup>3</sup> « L'agriculture reste la plus grande consommatrice d'eau », schéma 4.6, in *Rapport mondial sur le développement humain 2006*, Paris, Economica, 2006, p. 138

<sup>4</sup> *Rapport sur le développement en Afrique 2007. Les ressources naturelles au service du développement durable de l'Afrique*, La Banque africaine de développement, Paris, Economica, 2008, p. 13



climatique. Le continent africain est extrêmement vulnérable à cause de sa dépendance très forte des ressources naturelles, la dégradation des terres et le déboisement<sup>5</sup>.

L'Afrique est riche en ressources naturelles non renouvelables, à savoir les combustibles fossiles (charbon, gaz et pétrole) et les minéraux (métaux et non métaux). Les cinq principaux produits exportés sont le pétrole brut, les autres produits pétroliers, le gaz naturel, les diamants et le charbon. Dans son *Rapport sur le développement en Afrique 2007*, la Banque africaine de développement analyse les principales caractéristiques de la richesse issues des ressources naturelles. Le rapport présente la typologie suivante des divers pays :

- (1) Pays riches en ressources naturelles (exportateurs de pétrole ou d'autres minéraux) ;
- (2) Pays pauvres en ressources naturelles ;
- (3) Pays enclavés (riches ou pauvres en ressources naturelles) ;
- (4) Pays côtiers (riches ou pauvres en ressources naturelles) ;
- (5) Groupe SANE (les quatre plus grandes économies d'Afrique : Afrique du Sud, Algérie, Nigeria et Egypte).

L'analyse arrive à quelques conclusions intéressantes – j'en cite quatre - qui permettent après de formuler une conclusion plus globale :

- (1) Globalement, et en moyenne, les pays richement pourvus n'ont enregistré qu'un taux de croissance moyen de 2,4 % sur 1981-2006, niveau nettement inférieur aux 3,8% dans les pays pauvres en ressources naturelles ;
- (2) Les pays côtiers pauvres en ressources, qui abritent près d'un quart de la population africaine, ont atteint une croissance de 4,1% en moyenne, soit bien davantage que les 2,3% par les pays côtiers riches en ressources ;
- (3) Les pays enclavés disposant de peu de ressources sont les plus pauvres ;
- (4) Les quatre pays du SANE sont de loin les plus riches et enregistrent une croissance substantielle depuis 1995.

En référant au classement selon l'indicateur du développement humain le groupe ayant un faible développement humain est surtout 'peuplé' de pays africains. Une analyse de l'IDH arrive à une (probable) conclusion que le développement humain ne dépend pas de l'abondance des ressources naturelles, mais de la situation géographique.

Dans tout le rapport revient comme idée centrale que la bonne gouvernance est un impératif de base pour assurer la paix, la sécurité, ainsi que la durabilité de la croissance et du

---

<sup>5</sup> "Le changement climatique menace de réduire la productivité céréalière dans une bonne partie de l'Afrique subsaharienne", carte 4.3, in *Rapport mondial sur le développement humain 2006*, p. 164

développement. L'abondance des ressources n'est pas en soi cause de sous-développement ou de conflits. « ...la raison première réside dans la fragilité des institutions, la non-pertinence des choix de politiques, les mauvaises pratiques de l'Etat, ainsi que des approches non appropriées de la gestion des ressources naturelles et de l'emploi ou de l'investissement de la richesse créée »<sup>6</sup>.

Tableau 1

Chefs d'état ou de gouvernement africains : nombre d'années au pouvoir

Tableau 2

Les richesses en minerais de l'Afrique : % de la production mondiale

- Cobalt : 57%
- Diamant : 76%
- Manganèse : 39%
- Phosphates : 31%
- Or : 21%
- Bauxite : 9%
- Réserves de cuivre en RDC : 70 millions de tonnes (2<sup>e</sup> rang après le Chili)
- Coltan (columbotantalite): ca. 15% (80% des réserves mondiales connues)<sup>7</sup>

#### 4 Le nouveau rapport Sud-Sud : l'Afrique et la Chine

En considérant que les ressources naturelles de la planète Terre sont limitées, que la population mondiale ne cesse de croître et qu'une plus grande partie de cette population mange plus et consomme plus, l'attraction de l'Afrique riche en ressources augmente. D'un point de vue militaire ce sont surtout la France et les Etats-Unis qui sont présents. La présence de la France date du XIX<sup>e</sup> siècle et le président N. Sarkozy a largement parlé de la position de son pays pendant sa conférence à Dakar (26 juillet 2007), suscitant la colère d'une bonne partie des intellectuels africains<sup>8</sup>. L'entrée en force des Etats-Unis est plus récente (une flottille américaine, l'*African Squadron*, était toutefois déjà présente devant la côte atlantique

---

<sup>6</sup> Ibidem, p. 229

<sup>7</sup> Marie-France Cros et François Misser, *Géopolitique du Congo (RDC)*, Bruxelles, Ed. Complexe, 2006, p. 24-25 ; Olivier Lanotte, *République Démocratique du Congo. Guerre sans frontières*, Bruxelles, Ed. Complexe et GRIP, 2003, p. 158

<sup>8</sup> Makhily Gassama (dir.), *L'Afrique répond à Sarkozy. Contre le discours de Dakar*, Paris, Ed. Philippe Rey, 2008

au XIXe siècle<sup>9</sup>) et s'inscrit maintenant dans un double objectif : préserver son approvisionnement en pétrole, bon pour 25% de la consommation aux Etats-Unis (2015), et l'enrôlement du continent dans sa guerre contre le terrorisme. « ... la préoccupation numéro un de Washington demeure focalisée sur l'équilibre géopolitique de la zone et sur la stabilité des pays producteurs de brut »<sup>10</sup>. La création d'*Africom*, commandement militaire dédié au Maghreb et au Sud-Sahara, suscite beaucoup de critiques. Dans sa « feuille de route » on lit que l'*US Africa Command* « pourra sur instructions conduire des opérations militaires afin de repousser les agressions et de répondre aux crises ».

Carte 2 : Les forces étrangères en Afrique

*Jeune Afrique*, 47, n° 2438, p. 27

L'arrivée en force de la Chine retient particulièrement l'attention. Reçulons aux années 1950. La République populaire soutenait le processus de décolonisation. A la fin des années 1960, sur 41 pays africains indépendants 19 entretenaient des relations diplomatiques avec Beijing. En plus dans la période jusqu'au début des années 1980 150 000 assistants techniques furent envoyés en Afrique pour mettre en œuvre des projets dans le domaine de l'agriculture, le développement des infrastructures de transport (surtout la construction du chemin de fer Tam-Zam, la ligne qui relie la Zambie aux côtes de l'océan Indien en Tanzanie fut impressionnante), la construction de bâtiments officiels, le développement industriel. Pourtant il faut attendre l'an 2000 et le premier forum sino-africain pour voir s'ouvrir une nouvelle ère. Depuis cette année des centaines d'accords de coopération ont été signés et en 2006 48 pays africains étaient au rendez-vous du troisième forum sino-africain. La Chine, avide de ressources naturelles non renouvelables (surtout le pétrole), se rue vers le continent noir. Les chiffres sont impressionnants. Le commerce bilatéral entre la Chine et l'Afrique a été multiplié par 50 entre 1980 et 2005. Il a quintuplé entre 2000 et 2006, passant de 10 à 55 milliards, et devrait atteindre 100 milliards en 2010. En 2007 la Chine aurait pris la place de la France comme second plus gros partenaire commercial de l'Afrique, les Etats-Unis restant le n° 1. Le chiffre sur le nombre des entreprises chinoises varie. On avance un chiffre de 900 entreprises et de 500 000 chinois (contre 250 000 libanais et moins de 110 000 français). Le président chinois Hu Jintao, dit l'Africain, estime même que la migration chinoise vers l'Afrique est devenue une partie de la solution pour faire baisser la pression démographique,

<sup>9</sup> Canney, D.L., *Africa Squadron. The U.S. Navy and the Slave Trade, 1842-1861*, Dulles, Potomac Books, 2006; Maria R. Turano, *O arquipélago atlântico de Cabo Verde nas relações internacionais para a repressão do comércio negreiro (século XIX)* (en préparation)

<sup>10</sup> Cherif Ouazani et Jean-Dominique Geslin, "Zones sous haute surveillance", *Jeune Afrique*, 47, n° 2438 (30/9-6/10/07), p. 28

la surchauffe économique et la pollution. En tout cas la présence chinoise va augmenter dans l'avenir sur la base des milliers de contrats déjà existants et des prêts (19 milliards de dollars début 2007 d'après le FMI). Spectaculaire est le « contrat du siècle » entre Kinshasa et Beijing de mai 2008. La Chine reçoit les droits pour l'exploitation des mines de cuivre et de cobalt de Kolwezi. Kinshasa reçoit une gamme d'infrastructure : chemins de fer, des routes asphaltées, des hôpitaux, deux centrales hydro-électriques, deux universités, des maisons sociales, ... Quel est le contexte de ce contrat ? La RDC doit rembourser les intérêts de la dette accumulée du temps de Mobutu (800 millions de dollars d'intérêts annuels, pour une dette totale de 12 milliards de dollars). Ce remboursement absorbe un tiers du budget de la RDC. Cette faiblesse budgétaire, accentuée par le comportement difficile du FMI, empêche des dépenses pour les mesures sociales nécessaires (santé, éducation) et la reconstruction des infrastructures. Le ministre congolais Pierre Lumbi parle d'un plan Marshall pour la reconstruction de l'infrastructure de base du pays. L'opposition n'est pas convaincue et craint que les dirigeants politiques aient vendu les richesses minières pour peu d'argent.

En tout cas les plans des Chinois pour la réalisation des connections nord-sud et est-ouest sont impressionnants. La Banque africaine de développement souligne d'ailleurs l'importance de l'infrastructure : « pour obtenir une croissance solide à partir de ressources naturelles, il faut gérer un portefeuille complexe de capital naturel, humain et social, mais l'infrastructure reste un préalable indispensable à la transformation économique, car elle renforce, par exemple, l'ouverture de l'économie, et facilite les échanges, les communications et les mouvements des populations »<sup>11</sup>. Certains dirigeants africains semblent fascinés par le 'modèle chinois' : un autoritarisme politique doublé d'une ouverture économique, source de croissance. Beaucoup voient en tout cas l'irruption chinoise de leur continent comme une chance économique - « Et si le développement venait de l'Orient ? » -, doublée d'une opportunité politique - « Si l'Afrique devient un enjeu stratégique, elle pourrait passer de l'ère de la soumission à celle de la négociation »<sup>12</sup>. Les Chinois croisent et coupent partiellement le chemin des entreprises occidentales. La *struggle for Africa* continue.

Conclusion

---

<sup>11</sup> *Rapport sur le développement en Afrique 2007. Les ressources naturelles au service du développement durable de l'Afrique*, La Banque africaine de développement, Paris, Economica, 2008, p. 226

<sup>12</sup> Christophe Perret, "L'Afrique et la Chine", *Diplomatie. Affaires stratégiques et relations internationales*, n° 24 (janvier-février 2007), p. 43



Grâce à un ensemble de facteurs la situation de l’Afrique s’améliore : plus de stabilité politique combinée avec un léger recul de la corruption<sup>13</sup>, une croissance économique impressionnante dans un nombre de pays surtout grâce à la hausse des prix des ressources naturelles sur le marché mondial (une tonne de cuivre se vendait en 2003 à 1 178 dollars, et en 2008 à 8 438 dollars, le prix du zinc à bondi de 184%, celui du nickel de 170%, celui de l’étain de 232%), un apport financier fort des migrants (en 1980 : 15 milliards de dollars, en 2002 : 80 milliards de dollars ; l’Union africaine a reconnu la Diaspora africaine comme 6<sup>ème</sup> région du continent).

Ces facteurs positifs ne peuvent toutefois pas dissimuler les points faibles et négatifs. Les états africains tentent de renégocier les contrats avec les grandes firmes impliquées dans l’extraction des richesses minières et des ressources naturelles renouvelables (le bois). Ellen Johnson Sirleaf, présidente du Liberia, a réussi à faire plier le géant indien Mittal, mais les discussions juridiques sont compliquées et demandent du temps. Un code minier pour l’Afrique de l’Ouest est en préparation mais traîne également par le fait que les institutions financières internationales (IFI) affichent des positions divergentes sur les renégociations. Les intérêts sont tellement grands et le mix des intérêts des dirigeants politiques africains, des pays occidentaux, de la Chine, des actionnaires et des IFI très complexe. L’évasion des capitaux représente deux fois la dette de l’Afrique<sup>14</sup>.

Le bilan du développement humain reste en gros négatif, malgré les améliorations<sup>15</sup>. L’Afrique est un continent « en réserve de développement », mais reste très vulnérable. La bonne gouvernance doit être/devenir un point fort afin de mieux distribuer les richesses à la population entière. En attendant l’aide supplémentaire de 25 milliards de dollars promise par les dirigeants du G8 en 2007, mais qui tarde d’arriver.

Tableau 3 : Personnes sous-alimentées

*Bilan du monde 2007*, p. 28

Carte 3 : L’Afrique, première victime de la hausse des prix des denrées alimentaires

*Le Monde*, 13-14.4.2008

Carte 4 : Vingt ans de guerres et de guerres civiles

Yves Lacoste, *Atlas géopolitique*, p. 116

<sup>13</sup> La Ligue congolaise de lutte contre la corruption a étudié 44 ministères et a constaté que certains cabinets ministériels consacrent entre 50 et 99,5% de leurs budgets au fonctionnement du cabinet ministériel.

<sup>14</sup> En août 1988 la presse suisse a révélé que le président zaïrois Mobutu avait déposé dans les banques suisses environ 18 milliards \$, soit plus que la dette totale des pays de la région des Grands Lacs africains.

<sup>15</sup> Annexe 1: Afrique en chiffres - 2008

## Annexe 1: Afrique en chiffres - 2008

### I

Etats	1	2	3	4	5	6	7	8
1. Afrique du Sud	1 221 037	48 282	39,6	0,6	2,64	68	53,4	59,7
2. Algérie	2 381 741	33 351	14	1,5	2,38	39	71	63,3
3. Angola	1 246 700	16 557	13,3	2,8	6,43	260	41	53,3
4. Bénin	112 622	8 760	77,8	3	5,42	150	54,4	40,1
5. Botswana	566 730	1 858	3,2	1,2	2,90	120	46,6	57,4
6. Burkina Faso	274 200	14 359	52,4	2,9	6,00	191	50,7	18,3
7. Burundi	27 830	8 173	253,7	3,9	6,80	190	47,4	10
8. Cameroun	475 440	18 175	38,2	2	4,31	149	49,9	54,6
9. Cap Vert	4 030	519	128,8	2,2	3,37	35	70,2	57,3
10. Centrafrique	622 980	4 265	6,8	1,8	4,58	193	43,3	38
11. Comores	2 170	818	366,8	2,5	4,30	71	63	37
12. Congo (Brazzaville)	342 000	3 689	10,8	2,1	4,49	108	53	60,2
13. Congo (Kinshasa)	2 267 050	60 644	25,9	3,2	6,70	205	45	32,1
14. Côte d'Ivoire	322 462	18 914	58,7	1,8	4,46	195	46,8	45
15. Djibouti	23 200	819	35,3	1,7	3,95	133	53,4	86,1
16. Egypte	1 001 449	74 166	74,1	1,8	2,89	33	69,8	42,8
17. Erythrée	101 000	4 692	39,9	3,2	5,05	78	55,2	19,4
18. Ethiopie	1 000 000	81 021	73,4	2,5	5,29	164	50,7	16
19. Gabon	267 670	1 311	4,9	1,5	3,06	91	56,8	83,6
20. Gambie	11 300	1 663	147,2	2,6	4,70	137	58	53,9
21. Ghana	227 540	23 008	96,5	2	3,84	112	58,5	47,8
22. Guinée	245 860	9 181	37,3	2,2	5,44	150	53,7	33
23. Guinée-Bissau	36 120	1 646	45,6	3	7,07	200	45,5	29,6

24. Guinée- Equatoriale	28 050	496	17,7	2,4	5,36	205	49,3	38,9
25. Kenya	582 640	36 553	63	2,7	4,96	120	51	20,7
26. Lesotho	30 350	1 995	65,7	0,6	3,37	132	44,6	18,7
27. Liberia	111 370	3 579	32,1	4,5	6,77	132,5	45,7	58,1
28. Libye	1 759 540	6 39	3,4	2	2,72	18	74	84,8
29. Madagascar	587 040	19 159	32,6	2,7	4,78	119	57,3	26,8
30. Malawi	118 480	13 571	114,5	2,6	5,59	125	45	17,2
31. Mali	1 240 000	11 968	9,7	3	6,52	218	51,8	30,5
32. Maroc	446 300	30 853	69,1	1,2	2,38	40	69,6	58,7
33. Maurice	2 045	1 262	613,7	0,8	1,86	15	72	42,4
34. Mauritanie	1 030 700	3 044	3	2,5	4,37	125	62,2	40,4
35. Mozambique	784 090	20 971	26,2	1,9	5,11	145	44	34,5
36. Namibie	823 290	2 047	2,5	1,3	3,19	62	51,5	35,1
37. Niger	1 267 000	13 737	10,8	3,5	7,19	256	54,5	16,8
38. Nigeria	923 768	144 720	156,7	2,3	5,32	194	46,6	48,2
39. Ouganda	236 040	29 899	124	3,2	6,46	136	47,8	12,6
40. Rwanda	26 340	9 464	359,3	2,8	5,92	203	43,4	19,3
41. São Tomé et Principe	960	155	161,5	1,6	3,85	118	64,3	58
42. Sénégal	196 200	12 072	61,4	2,5	4,69	136	61,6	41,6
43. Seychelles	450	86	186,8	0,5	1,74	13	72,3	52,9
44. Sierra Leone	71 740	5 743	80,1	2	6,47	282	41	40,7
45. Somalie	637 660	8 445	13,2	2,9	6,04	116,3	48,2	35,2
46. Soudan	2 505 810	37 707	15	2,2	4,23	90	56,4	40,8
47. Swaziland	17 360	1 134	65,3	0,6	3,45	160	43,9	24,1
48. Tanzanie	945 090	39 459	41,8	2,5	5,16	122	49,7	24,2
49. Tchad	1 284 200	10 468	8,2	2,9	6,20	208	50,5	25,3
50. Togo	56 000	6 410	112,9	2,6	4,80	139	57,6	40,1
51. Tunisie	163 610	10 215	62,4	1,1	1,93	24	73	65,3
52. Zambie	752 610	11 696	15,5	1,9	5,18	182	39,2	35
53. Zimbabwe	390 580	13 228	33,9	1	3,19	132	40	35,9

1 Superficie [source : *Bilan du monde*, 2008]

D'après les sources les données de la superficie varient, en particulier pour Botswana, la RD Congo, Erythrée, l'Éthiopie, le Ghana et le Mozambique. Pour le Maroc les sources officielles ajoutent souvent le territoire du Sahara Occidental (266 000 km<sup>2</sup>).

- 2 Population, 2006 [source : *L'état du monde, 2008*]
- 3 Densité, 2006 [source : *ibidem*]
- 4 Croissance annuelle, 2005-2010 [source : *ibidem*]
- 5 Indice de fécondité, 2005-2010 [source : *ibidem*]
- 6 Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1000 naissances vivantes, 2005  
[*Rapport mondial du développement humain, 2007/2008* ]
- 7 Espérance de vie, 2000-2005 [source : *ibidem*]
- 8 Population urbaine, 2005 [source : *L'état du monde, 2008*]

## II

Etats	9		10	11	12		13	14	15	16	17
	a	b			a	b					
1. Afrique du Sud	249,711	5 390	5	6,9	62,2	3,5	34,1	14	6	30 632	7,3
2. Algérie	107,324	3 030	2,7	4,4	42,6	7,0	15,1	26	32	16 879	25,4
3. Angola	38,765	1 980	15,3	10	—	—	—	75	—	11 755	12,7
4. Bénin	4,709	540	4,1	2,9	44,5	7,5	73,7	64	—	1 855	7,8
5. Botswana	9,665	5 900	4,2	7,4	65,1	3,2	55,5	46	—	473	1,1
6. Burkina Faso	6,227	460	6,4	0,5	47,2	6,9	71,8	92	—	2 045	13,3
7. Burundi	0,785	100	5,1	5,4	48,0	5,1	87,6	92	—	1 322	80,1
8. Cameroun	18,050	1 080	3,5	4,3	53,5	4,9	50,6	70	14	7 151	13,1
9. Cap Vert	1,099	2 130	5,8	0,2	—	—	—	31	—	546	5,8
10. Centrafrique	1,485	360	3,5	3,1	65,0	2,0	84,0	3	12	1 016	—
11. Comores	0,401	660	1,2	3	—	—	—	83	—	289	—
12. Congo (Brazzaville)	3,8	950	6,4	5	—	—	—	49	—	5 936	3,2
13. Congo (Kinshasa)	8,143	130	5,1	12	—	—	—	68	—	10 600	2,1
14. Côte d'Ivoire	15,974	870	1,4	3	50,7	5,2	48,8	60	17	10 735	7
15. Djibouti	0,83	1 060	4,5	3,5	—	—	—	—	—	424	—

	8										
16. Egypte	108,015	1 350	6,8	8,5	43,6	8,6	43,9	40	26	34 114	8,7
17. Erythrée	1,079	200	2	25,6	—	—	—	80	—	736	3,5
18. Ethiopie	13,277	180	10,6	17,7	39,4	9,1	77,8	86	—	6 259	5,5
19. Gabon	7,511	5 000	1	4,5	—	—	—	52	19	3 902	10,5
20. Gambie	0,499	310	6,5	5	53,4	4,8	82,9	82	—	672	12
21. Ghana	12,813	520	6,2	9	46,6	5,6	78,5	59	—	6 739	9,3
22. Guinée	3,274	410	2,8	15	46,1	7	—	87	—	3 247	16,8
23. Guinée-Bissau	0,295	190	2,7	2,8	53,4	5,2	—	85	—	693	23,4
24. Guinée-Equatoriale	5,250	8 250	1	6,1	—	—	—	—	—	266	2,6
25. Kenya	20,936	580	6	5,3	49,1	6	58,3	80	17	6 169	9,2
26. Lesotho	1,783	1 030	5,6	6,9	66,5	1,5	56,1	40	—	690	5,9
27. Liberia	0,494	140	9,7	9,5	—	—	—	—	—	2 581	0,4
28. Libye	50,365	7 380	5,6	16,2	—	—	—	11	—	4 492	—
29. Madagascar	5,419	280	4,7	7,7	53,5	4,9	85,1	78	15	3 465	14,2
30. Malawi	2,194	170	8,5	8,2	44,6	7	62,9	87	—	3 155	10,2
31. Mali	6,142	440	4,6	2,5	46,6	6,1	72,1	86	—	2969	6,6
32. Maroc	56,974	1 900	7,3	2,5	46,6	6,5	14,3	45	17	16 846	16,3
33. Maurice	6,477	5 450	3,7	10	—	—	—	17	15	2 160	7,3
34. Mauritanie	2,769	740	11,7	7,9	45,7	6,2	63,1	55	—	2 281	24,9
35. Mozambique	6,930	340	8,5	5,5	53,6	5,4	74,1	83	22	5 121	4,9
36. Namibie	6,344	3 230	4,6	6,6	78,7	1,4	55,8	49	—	887	2,9
37. Niger	3,647	260	3,4	0,9	53,3	2,5	85,3	90	—	1 972	7,3
38. Nigeria	103,277	640	5,3	6	49,2	5	92,4	43	—	22 178	8,6
39. Ouganda	9,162	300	5,4	6,6	52,5	5,7	—	85	—	4 463	7,8
40. Rwanda	2,47	250	4,2	5	53	5,3	87,8	—	—	1 518	11

41. São Tomé et Príncipe	5 0,12	780	8	13,5	—	—	—	—	—	336	25
42. Sénégal	8,86 8	750	3,3	4,1	48,4	6,6	56,2	77	—	3 793	11,3
43. Seychelles	0,71 1	8 650	4,5	9,8	—	—	—	—	20	675	6,4
44. Sierra Leone	1,41 4	240	7,4	1	63,4	1,1	74,5	67	—	1 682	10,9
45. Somalie	—	—	2,6	—	—	—	—	—	—	2 750	—
46. Soudan	34,2 12	810	12,2	7	—	—	—	69	17	18 455	6,5
47. Swaziland	2,66 4	2 430	2,1	6,6	56,3	4,3	77,8	39	—	532	1,7
48. Tanzanie	12,6 24	350	5,9	5	42,4	7,3	89,9	84	—	7 763	4,3
49. Tchad	5,18 4	480	1,3	21	—	—	—	—	—	1 633	—
50. Togo	2,18 1	350	1,8	3,3	—	—	—	66	—	1 708	2,1
51. Tunisie	30	2 970	5,3	3	47,3	6	6,6	28	11	17 789	13,4
52. Zambie	9,96 1	630	6	9	55,1	3,6	87,2	75	—	5 688	19,1
53. Zimbabwe	4,47	340	4,8	1378 73	55,7	4,6	83	68	7	—	—

9 PNB : volume, en milliards \$, 2006 (a) ; par habitant, 2006 (b) [source : OCDE 2008]

10 Croissance annuelle du PIB par habitant (en PPA) en %, 2006 [source : *L'état du monde* 2008]

11 Taux d'inflation, 2007 [source : *Bilan du monde*, 2008]

12 Part du revenu : les 20 % les plus riches (a), les 20 % les plus pauvres (b), début 21<sup>e</sup> siècle

[source : *Rapport mondial du développement humain*, 2007-2008]

13 Taux de la population en deçà du seuil de pauvreté monétaire à 2 dollars par jour, 1990-2005 [source : *Rapport mondial du développement humain*, 2007-2008]

14 Taux de la population active dans l'agriculture, 1990 [source : *The World Guide*, 2001/2002]

15 Dépendance de l'importation de nourriture, 1997 [source : *The World Guide*, 2001/2002]

16 Dette extérieure totale, en millions \$, 2005 [source : *L'état du monde*, 2008]

17 Service de la dette/Export, %, 2003-2005 [source : *L'état du monde*, 2008]



### III

Etats	18	19		20	21	22	23	24
		a	b					
1. Afrique du Sud	0,674	80,9	84,1	87	5,4	3,5	77	18,8
2. Algérie	0,733	60,1	79	97	-	2,6	113	0,1
3. Angola	0,446	54,2	82,9	57	2,6	1,5	8	3,7
4. Bénin	0,437	23,3	47,9	78	3,5	2,5	4	1,8
5. Botswana	0,654	81,8	80,4	85	21,5	0,5	40	24,1
6. Burkina Faso	0,370	16,6	31,4	45	4,7	3,3	5	2
7. Burundi	0,413	52,2	67,3	60	17,7	0,8	3	3,3
8. Cameroun	0,532	59,8	77	-	1,8	1,5	19	5,4
9. Cap Vert	0,736	75,5	87,8	90	6,6	3,9	49	-
10. Centrafrique	0,384	33,5	64,8	-	-	1,5	8	10,7
11. Comores	0,561	63,9	63,9	55	3,9	1,6	15	<0,1
12. Congo (Brazzaville)	0,548	79	90,5	44	2,2	1,2	20	5,3
13. Congo (Kinshasa)	0,411	54,1	80,9	-	-	1,1	11	3,2
14. Côte d'Ivoire	0,432	38,6	60,8	56	4,6	0,9	12	7,1
15. Djibouti	0,516	79,9	79,9	33	7,9	2,6	18	3,1
16. Egypte	0,708	59,4	83	94	-	2,2	54	<0,1
17. Erythrée	0,483	71,5	71,5	47	5,4	1,8	5	2,4
18. Ethiopie	0,406	22,8	50	61	6,1	2,7	3	-
19. Gabon	0,677	79,7	88,5	77	3,9	3,1	29	7,9
20. Gambie	0,502	49,9	49,9	77	2	1,8	11	2,4
21. Ghana	0,553	62,9	80,3	65	5,4	2,8	15	2,3
22. Guinée	0,456	18,1	42,6	66	2	0,7	11	1,5
23. Guinée-Bissau	0,374	60	60	45	5,2	1,3	12	3,8
24. Guinée- Equatoriale	0,642	80,5	93,4	81	0,6	1,2	30	3,2
25. Kenya	0,521	70,2	77,7	79	6,7	1,8	14	6,1
26. Lesotho	0,549	90,3	73,7	87	13,4	5,5	5	23,2
27. Liberia	-	-	-	-	-	-	-	-
28. Libye	-	-	-	-	-	-	-	-
29. Madagascar	0,533	65,3	76,5	92	3,2	1,8	29	0,5
30. Malawi	0,437	54	74,9	95	5,8	9,6	2	14,1
31. Mali	0,380	15,9	32,7	51	4,3	3,2	8	1,7
32. Maroc	0,646	36,1	39,6	86	6,7	1,7	51	0,1
33. Maurice	0,804	80,5	88,2	95	4,5	2,4	106	0,6
34. Mauritanie	0,550	43,4	59,5	72	2,3	2	11	0,7
35. Mozambique	0,384	25	54,8	77	3,7	2,7	3	0,6
36. Namibie	0,650	83,5	86,8	72	5,4	4,7	30	19,6
37. Niger	0,374	15,1	42,9	40	2,3	2,2	2	1,1
38. Nigeria	0,470	60,1	78,2	68	-	1,4	28	3,9
39. Ouganda	0,505	57,7	76,8	-	5,2	2,5	8	6,7

40. Rwanda	0,452	59,8	71,4	74	3,8	4,3	5	3,1
41. São Tomé-et-Principe	0,654	77,9	92,2	97	—	9,9	49	—
42. Sénégal	0,499	29,2	51,1	69	5,4	2,4	6	0,9
43. Seychelles	0,843	92,3	91,4	99	5,4	4,6	151	—
44. Sierra Leone	0,336	24,2	46,7	—	4,6	1,9	3	1,6
45. Somalie	—	—	—	—	—	—	—	—
46. Soudan	0,521	51,8	71,1	43	-	1,5	22	1,6
47. Swaziland	0,547	78,3	80,9	80	6,2	4	16	33,4
48. Tanzanie	0,467	62,2	77,5	91	2,2	1,7	2	6,5
49. Tchad	0,388	12,8	40,8	61	2,1	1,5	4	3,5
50. Togo	0,512	38,5	68,7	78	13,6	1,1	4	3,2
51. Tunisie	0,766	65,3	83,4	97	7,3	2,8	134	0,1
52. Zambie	0,434	59,8	76,3	89	2	3,4	12	17
53. Zimbabwe	0,513	86,2	92,7	82	4,6	3,5	16	20,1

18 Index du développement humain 2005 [source : *Rapport mondial du développement humain*, 2007/2008]

19 Alphabétisation des adultes (% de la population de 15 ans et plus), 1995-2005, femmes (a), hommes (b) [source : *ibidem*]

20 Taux net de scolarisation dans le primaire, %, 2005 [source : *ibidem*]

21 Dépenses publiques d'éducation, en % du PNB, 2002-2005 [source : *ibidem*]

22 Dépenses publiques de santé, en % du PNB, 2004 [source : *ibidem*]

23 Nombre de médecins pour 100 000 habitants, 2000-2004 [source : *ibidem*]

24 HIV prévalence, en % des 15 à 49 ans, 2005 [source : *ibidem*]

### **Quelques remarques générales pour la lecture des chiffres**

Il y a beaucoup de discussions sur la valeur des chiffres, qui, rappelons le, indiquent toujours une moyenne. Pour l'Afrique en particulier il faut retenir trois éléments :

- l'Etat ne dispose pas toujours d'une administration adéquate pour enregistrer l'activité économique et sociale ; le PNUD qui publie chaque année le Rapport mondial sur le développement humain, est présent dans la plupart des pays et enregistre beaucoup de données ;
- une élite cherche d'échapper au contrôle du ministère des finances et peut transférer des capitaux à l'étranger ; on évalue l'évasion des capitaux à deux fois la dette de l'Afrique.
- la partie pauvre de la population cherche à survivre et trouve quelques ressources dans ce qu'on appelle l'économie informelle (petit commerce, ...) qui n'est pas enregistré et qui ne figure pas dans les chiffres. En Afrique on évalue entre 60-70% la population qui vit de l'économie informelle.

Toutefois les chiffres fournissent une information qu'on ne peut pas nier et indiquent des tendances.

### **Annexe 2: Les trois dimensions du développement durable**

